

REPUBLIQUE D'HAITI

**PROPOS DE LA DELEGATION D'HAITI
A L'OCCASION DE LA REUNION INTERNATIONALE
DES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT
CONSACREE A L'EXAMEN DECENNAL DE LA MISE EN OEUVRE
DU PROGRAMME D'ACTION DE LA BARBADE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**DÉLIVRE PAR SON EXCELLENCE YVES-ANDRÉ WAINRIGHT
MINISTRE DE L' ENVIRONNEMENT**

Monsieur le Premier Ministre de l'île Maurice, Monsieur Paul Raymond BERENGER, président de la réunion,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et messieurs, Chefs d'États, Premiers Ministres, Chefs et distingués membres des délégations de Haut Niveau
Amis et partenaires des Petits Etat Insulaires en Développement,

Commençons par remercier le gouvernement et le grand peuple de l'île Maurice pour leur chaleureux accueil à l'occasion de cette rencontre.

Notre seconde pensée va aux populations de la région Asie-Pacifique et de l'Océan Indien, frappées par le Tsunami et qui sont en train d'enterrer leurs morts, de panser leurs blessures et de faire face, en quelques heures, à la disparition de tant d'années d'efforts de développement.

Le gouvernement intérimaire de la République d'Haïti et le peuple haïtien s'associent au deuil des populations touchées et expriment leur sympathie par rapport à l'ampleur des souffrances causées par ce phénomène géologique extrême: preuve malheureuse additionnelle que la vulnérabilité environnementale des petits états n'est pas une vue de l'esprit.

Notre gouvernement et le peuple haïtien souhaitent que les engagements contactés récemment à Jakarta pour aider les populations et les économies affectées de la région se matérialisent effectivement et rapidement. Permettez-nous d'avoir une pensée particulière pour le Sri Lanka dont des citoyens coopèrent aujourd'hui, en Haïti, dans le cadre d'institutions des Nations-Unies.

Cet événement dévastateur nous remet en mémoire que 4 à 8 mois de cela, les Petits Etats Insulaires en Développement de la Caraïbe, notamment Haïti, la Grenade, la Jamaïque, les Bahamas et la République Dominicaine ont eux aussi payé un lourd tribut aux phénomènes naturels représentés par les cyclones, les ouragans et les tempêtes tropicales.

L'année 2004 a été particulièrement dure pour Haïti sur le plan climatique. Dans la nuit du 23 au 24 mai, la bourgade de Fonds-Verettes et le village de Mapou ont été rayés de la carte, occasionnant plus de 2,000 morts et près de 8,000 personnes à relocaliser.

En septembre de la même année, à l'occasion du passage de la tempête Jeanne, plus de 3,000 personnes ont péri, en particulier dans la commune des Gonâives, troisième agglomération urbaine du pays. A date, 300,000 sinistrés de cet événement attendent des appuis difficiles à concrétiser.

Monsieur le président,

La majorité des huit (8) millions de la population d'Haïti fait face à d'innombrables problèmes structurels de développement sur fond d'une instabilité politique qui a été récurrente tout au long des deux dernières décennies.

C'est dans ce contexte que le gouvernement de transition de la République d'Haïti a produit, au mois de juillet 2004, un Cadre Intérimaire pour la Coopération Economique. Le président de la République, Me Boniface ALEXANDRE et le gouvernement ont pris l'initiative d'encourager et de favoriser l'intégration des diverses initiatives de dialogue sur les défis sociaux et politiques de la nation.

Notre préoccupation est de créer les conditions de réconciliation de la nation avec elle-même et de restaurer la capacité à rêver en communauté comme nos ancêtres nous ont donné l'exemple, il y a de cela 200 ans en 1804.

A cet effet, le gouvernement dont je fais partie, a réduit sensiblement le niveau de l'insécurité fomentée par le régime déchu. Il a restauré la stabilité macro-économique, réduit l'inflation économique et tranché avec les pratiques laxistes antérieures de gestion budgétaire.

La gouvernance et la gestion de l'environnement physique ont aussi progressé dans l'agenda du gouvernement. Elles sont aujourd'hui à la seconde place des priorités, juste après le maintien de la paix des rues et en association avec la lutte contre la pauvreté par la création d'emplois durables.

Nous remercions l'Organisation des Nations-Unies et la solidarité internationale montrée par les pays de l'Amérique Latine, de l'Amérique du Nord et de l'Union Européenne pour leur appui à ce processus.

Monsieur le président,

jamais les domaines prioritaires retenus à Georgetown, en 1994, n'ont été aussi d'actualité pour les PEID. Nous faisons référence en particulier à:

- **Les changements climatiques et la vulnérabilité climatique**
- **Les ressources en eaux douces**
- **La dégradation des sols,**
- **Les ressources côtières et marines**
- **Les sources d'énergies renouvelables**
- **La gestion des déchets,**
- **La biodiversité**
- **Les ressources humaines, la science et la technologie**

A ceux-ci viennent se greffer :

- **Le VIH/SIDA**
- **La libéralisation du commerce et la mondialisation du capital**
- **La sécurité et le terrorisme**

Dans la nouvelle feuille de route qui est en train de se dessiner pour les PEID, nous croyons important d'attirer l'attention sur la nécessité de mettre particulièrement l'accent sur :

- L' installation de systèmes d' alerte précoce centrés sur les catastrophes naturelles, les inondations, le Tsunami et les pénuries alimentaires ;
- La mise en œuvre de programmes rendant viable la production, au niveau insulaire, de combustibles à partir des produits agricoles tropicaux ;
- La mise en place de mécanismes financiers novateurs pour surmonter les désavantages structurels des PIED ;
- Le renforcement des capacités pour une meilleure gestion environnementale de proximité notamment la gestion des ordures au niveau municipal, la définition et l' application de normes de zonage et l' édification de partenariats favorables à l' environnement

L'énormité de la mission et des tâches à accomplir paraissent impossible. Mais nous croyons qu'avec la volonté, la solidarité internationale, en ce qui concerne le développement durable des PIED, nous pouvons y arriver. De toutes manières, l'expérience récente et celle des décades antérieures nous montrent que nous sommes tenus à une obligation de résultats. Notre survie en dépend.

Je vous remercie pour votre attention.